

## BUSH ET LA SPHÈRE ISLAMIQUE CHRONIQUE D'UN ÉCHÉC

ANTOINE BASBOUS

*À l'heure du bilan, un constat s'impose : la cause de la démocratie, que George Bush voulait faire avancer dans le Grand Moyen-Orient, a reculé dans cette région. Là où des élections ont eu lieu, les islamistes radicaux ont triomphé. Ailleurs, les régimes dictatoriaux ont été confortés. Au Proche-Orient, le seul succès remporté par l'administration américaine est le retrait des troupes syriennes du Liban, mais l'empressement du Hezbollah à occuper la place vacante oblige à le relativiser.*

Jamais, depuis la Seconde Guerre mondiale, un président américain n'a autant façonné le monde arabe et son environnement proche que ne l'a fait George W. Bush. Mais il laisse à son successeur un héritage calamiteux et une image désastreuse des États-Unis dans le monde islamique. Il est vrai que Bush a entamé son mandat avec les attaques du 11 septembre 2001 et que celles-ci ont légitimé une réaction américaine de grande ampleur. Cette riposte contre l'État des talibans et pour détruire les sanctuaires de Ben Laden en Afghanistan a joui d'un soutien unanime. Mais, sept ans après le

succès militaire, l'heure est à l'enlèvement politique, au retour des talibans et à l'extension de leur influence sur le Pakistan voisin, qui dispose de l'arme nucléaire. La perspective d'une mission accomplie en un temps raisonnable s'éloigne. Le pays s'installe dans une lutte de clans et devient, sous le déploiement de l'Otan, un plus grand exportateur de drogue dure que sous les talibans.

L'idée de la démocratisation du Grand Moyen-Orient, développée par les néoconservateurs américains au lancement de l'invasion de l'Irak (2003), a fait long feu. Pourtant, l'État de droit est souvent absent avec les régimes en place qui résistent à toute idée de réforme et continuent de verrouiller le champ politique, ne laissant comme

alternative au Palais que la Mosquée. Le concept des néoconservateurs a procuré, là où il a été appliqué, un succès total aux islamistes radicaux (en Palestine, en Irak ou en Arabie, lors d'élections municipales partielles, comme jadis en Algérie). L'Égypte a évité de peu un succès massif des Frères musulmans aux élections de 2005, grâce à une répression accrue qui a provoqué une tension passagère avec Washington. Le Maroc a su donner à ses islamistes une place dans la représentation parlementaire.

Mais, faute d'une transition d'une durée raisonnable au cours de laquelle la société civile constituera une presse libre, un multipartisme, des syndicats... les peuples vont automatiquement rejeter les pouvoirs usés au profit des islamistes, la seule force que les régimes autoritaires n'ont pas pu éradiquer. Les idéologues américains, aveuglés par une conception inadaptée aux réalités, font dans l'approximation coupable et se retrouvent aux antipodes des ingénieurs américains qui fabriquent des engins d'une redoutable précision chirurgicale.

Dans l'espace afghano-pakistanaï, la politique des États-Unis et ses valeurs proclamées sont en net recul depuis 2001, et ce, bien que la bataille se poursuive, mobilisant les armées afghanes et pakistanaïses, soutenues par les forces américaines et occidentales, dans un conflit avec les islamistes d'al-Qaïda et les talibans. La structure étatique pakistanaïse ne cesse d'être infiltrée par la mouvance islamiste, tandis que les quelques succès rencontrés dans la capture ou l'élimination des plus proches lieutenants de Ben Laden, notamment au Pakistan, n'ont pas permis de désamorcer la menace d'al-Qaïda. Son chef charismatique, mais aussi son principal adjoint et idéologue de la nébuleuse islamiste, Ayman al-Zawahiri, courent toujours et continuent de défier l'Amérique par la diffusion régulière de messages audio et vidéo incitant leurs partisans à mener des actes terroristes contre les Américains, leurs

alliés occidentaux et leurs partenaires arabes et islamiques.

Près de quinze mois après le démantèlement de l'État taliban, Bush a ordonné l'invasion de l'Irak. Saddam Hussein continuait de violer les résolutions du Conseil de sécurité de l'Onu et se trouvait isolé dans le monde arabe. Mais Bagdad n'a jamais été impliqué dans les attentats du 11-Septembre, ni sur le plan idéologique, ni sur le plan logistique ou financier, contrairement à l'Arabie saoudite, « l'allié » de Washington, dont l'idéologie wahhabite a armé les kamikazes de New York : 15 d'entre eux (sur 19) étaient saoudiens.

**LE JOUR D'APRÈS** En Irak comme en Afghanistan, la phase de conquête militaire a été d'une grande efficacité. Mais le « jour d'après » s'est révélé catastrophique pour la plupart des Irakiens et pour l'armée américaine. En revanche, la chute du régime de Saddam a procuré à l'Iran une chance inouïe d'étendre son influence de la Caspienne à la Méditerranée, dans ce qui porte désormais le nom de « croissant chiïte », grâce à la continuité territoriale offerte par le renversement du régime de Saddam. Plus de cinq ans après la chute du Baath à Bagdad, rares sont ceux qui suivent le président irakien, le Kurde Jamal Talabani, qui persiste à qualifier George Bush de « libérateur de l'Irak » (27 juin 2008). Les chiïtes n'en pensent pas moins, eux qui ont partagé avec les Kurdes la répression féroce de Saddam. Mais leur alliance structurelle avec Téhéran et leur pratique de la *takia* (dissimulation, double langage) les empêchent de s'en réjouir ouvertement. Quant aux sunnites irakiens, ils ont été les grands perdants de l'invasion. Après avoir coopté al-Qaïda, soutenue par Damas et Téhéran, ils ont fini par virer de bord grâce à l'action du « Lawrence d'Irak », le général très politique de l'armée américaine, David Petraeus, qui a obtenu le divorce entre l'organisation de Ben Laden et les populations irakiennes. Il est vrai que les exactions systématiques et le niveau très élevé

## Avec l'enlèvement militaire américain, l'épuisement de l'US Army, le discrédit de George Bush, la crise économique et surtout le prix de plus en plus élevé du baril, l'Iran estime qu'il a toute latitude pour développer un programme nucléaire ambitieux comprenant très probablement un volet militaire.

de violence d'al-Qaïda, doublés par la création d'une structure tribale armée et financée par les Américains, ont fini par détacher les sunnites de Ben Laden.

Aujourd'hui, Washington négocie avec Bagdad un traité qui permettrait à l'US Army de stationner en Mésopotamie en disposant de bases à long terme. Cet accord se voit justifié par l'absence de brigades opérationnelles dans la nouvelle armée irakienne. Cette dernière ne peut être que le reflet du déchirement du tissu national, traumatisé par tant d'années de dictature, de répression, de discriminations, puis de guerre civile.

En Irak comme en Afghanistan, nous sommes très loin d'une stabilisation durable, sans même évoquer les prémices d'une vie démocratique balbutiante. Les radicaux ont pris le pouvoir au sein de chaque communauté et Téhéran s'est introduit dans le tissu national irakien grâce au retour des exilés qui ont passé plus de vingt ans en Iran. Ils sont aujourd'hui au gouvernement et dans la haute administration, occupant des positions stratégiques dans des ministères tels que ceux de la Défense, de l'Intérieur, des Finances ou des Affaires religieuses. Dans la compétition irano-américaine pour la « conquête des cœurs chiïtes », l'issue de la bataille est connue d'avance : le coreligionnaire rusé, fût-il perse, est plus présent que la puissante, versatile et lointaine Amérique.

**GUERRE DES NERFS** Toutefois, Washington dispose encore de quelques moyens de pression sur Téhéran. S'il décidait d'effectuer un repli tactique sur le Kurdistan et le Koweït, une guerre sunnite-chiïte dévorerait probablement le centre et le sud de l'Irak, entraînant l'Iran dans une bataille à l'échelle du monde islamique, dans lequel les chiïtes constituent une minorité. Mais, en l'état, les objectifs de l'administration Bush ont abouti au contraire des résultats recherchés : l'Iran sort vainqueur de l'élimination de ses deux ennemis régionaux, les talibans et Saddam, sans avoir versé une seule goutte de sang perse. Avec l'enlèvement militaire américain, l'épuisement de l'US Army, le discrédit de George Bush, la crise économique et surtout le prix de plus en plus élevé du baril, l'Iran estime qu'il a toute latitude pour développer un programme nucléaire ambitieux comprenant très probablement un volet militaire. En dépit du délabrement de ses infrastructures et de son économie (inflation galopante, chômage, pénurie d'électricité, d'essence, fuite de capitaux...), partiellement dû aux sanctions du Conseil de sécurité et à celles, unilatérales, des États-Unis, Téhéran continue de défier la communauté internationale sur le dossier nucléaire, de renforcer ses positions en Irak, au Liban et en Palestine, et de menacer Israël comme ses voisins arabes du Golfe.

Le comportement belliqueux de Téhéran, qui consiste à frôler en permanence le « bord du précipice » et entretenir une « guerre des nerfs », risque de déboucher sur une vraie guerre. Israël peut à tout moment, et avant la fin du mandat de Bush, prendre l'initiative de bombarder les installations nucléaires connues en Iran, entraînant l'armée américaine à ses côtés. Cette perspective contribuera à déstabiliser longtemps la région et à peser sur l'économie mondiale, mais elle repoussera l'arrivée de la première « bombe » iranienne de plusieurs années.

Le second grand vainqueur de la nouvelle donne est l'Arabie saoudite, à qui George Bush entendait pourtant demander des comptes dès lors que l'Irak tomberait entre les mains de son armée et que les majors pétrolières pourraient mettre en valeur les deuxièmes réserves mondiales de pétrole pour les substituer à celles de l'Arabie. Peine perdue : le prix du baril a augmenté près de six fois en sept ans, enrichissant l'Arabie comme jamais et rendant le monde encore plus dépendant de ses ressources. Washington a fini là aussi par obtenir le contraire de ce qui était recherché. Le très libéral écrivain saoudien Turki al-Hamad assurait encore en juin 2008 qu'il avait « approuvé la guerre contre Saddam, mais pas ce qui l'a suivie ». Car l'invasion de l'Irak a fait souffler sur le monde arabe l'espoir de voir enfin triompher des idées modernes de libéralisme et de démocratie. Ces espoirs sont aujourd'hui déçus et les régimes autoritaires, de l'Arabie à l'Égypte en passant par Tripoli et Alger, ont repris de leur vigueur sitôt l'enlèvement américain confirmé.

Le seul pays où Washington a marqué des points (sans recourir à la force) est la Libye. Kadhafi a été échaudé par le sort réservé à Saddam et a renoncé à ses armes de destruction massive, tout en indemnisant les victimes étrangères de ses années de terrorisme. Pourtant, les Libyens n'ont pas obtenu la moindre ouverture démocratique de leur vie politique. Kadhafi

est rentré dans le rang, mais sans renoncer à ses pratiques dictatoriales sur son territoire.

Un autre pays, le Pakistan, a connu une évolution que l'on peut qualifier de positive avec les dernières législatives consécutives à l'assassinat de Benazir Bhutto en décembre 2007. En effet, les islamistes ont été quasiment balayés du Parlement. Les deux partis qui en sont sortis vainqueurs ne le doivent pas aux États-Unis mais au rejet par les Pakistanais d'un président Musharraf usé et des formations islamistes belliqueuses, et surtout grâce à l'existence au sein de la société civile de formations bien enracinées qui ont survécu au coup d'État de 1999 et ont ressuscité après le meurtre de Bhutto et le retour d'exil de Nawaz Sharif, le président de la Ligue musulmane du Pakistan.

#### LE PROCHE-ORIENT TOUJOURS COMPLIQUÉ

En revanche, la Syrie est restée réfractaire à tout changement, en torpillant les projets américains en Irak – par l'autorisation donnée à une majorité de kamikazes arabes de transiter par son territoire –, en s'agrippant à son alliance avec Téhéran, en poursuivant sa répression intérieure, mais aussi la déstabilisation du Liban et de l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas. Son appartenance structurelle au « croissant chiite » ne fait aucun doute. Malgré l'ouverture de négociations avec Israël et la réconciliation sans frais avec la France, qui marque la fin de son isolement imposé par Jacques Chirac (entre 2004 et 2007), le régime alaouite de Damas ne résisterait pas à une normalisation de ses relations avec ses voisins. Une fois le plateau du Golan récupéré et la paix conclue avec Israël, le régime ne pourra plus justifier de porter atteinte aux libertés de son peuple ni de confisquer les scrutins électoraux. Dès lors que les Syriens pourront s'exprimer, ils balayeront la dictature héréditaire des Assad. En outre, l'opinion publique israélienne n'est pas prête à restituer le Golan à n'importe quelle condition. Ceux qui tirent des plans

sur la comète en espérant dissocier la Syrie de l'Iran, en faisant miroiter des récompenses à Damas, risquent de découvrir qu'Assad aura consommé l'appât sans avoir mordu à l'hameçon. D'ailleurs, Israël préfère le maintien d'un régime minoritaire et dictatorial à Damas plutôt que de voir arriver au pouvoir la majorité sunnite susceptible de faciliter l'installation d'un pouvoir islamiste radical à ses frontières.

Au Proche-Orient, le seul succès (inachevé), obtenu grâce à l'association de Jacques Chirac et de George Bush après leur rencontre sur les plages du débarquement de Normandie (juin 2004), a été la résolution 1559 des Nations unies. L'assassinat de l'ex-Premier ministre libanais, Rafic Hariri, a permis de mettre en place une partie de cette résolution, conduisant au retrait des forces d'occupation syriennes du Liban. Mais, pendant un quart de siècle, Damas et Téhéran ont investi plus de 30 milliards de dollars dans la structuration sociale, politique et militaire du Hezbollah. Lors du départ des troupes syriennes, le Parti de Dieu a assuré la relève au sein de l'axe chiite en exerçant son hégémonie politique et militaire sur le pays, battant en brèche les espoirs nourris par le « printemps de Beyrouth » et par un courant indépendantiste chrétien, élargi aux communautés druzes et sunnites. En 2006, le Parti de Dieu a fait la preuve qu'il pouvait tenir tête à la machine de guerre israélienne. Depuis, il a conforté ses positions et violé la résolution 1701 en poursuivant son réarmement massif à travers la frontière syrienne, en vue de se substituer à l'État libanais. Ce qui n'a guère rien de bon pour la stabilité du pays du Cèdre. En 2008, Israël a fêté ses soixante ans dans l'allégresse alors que les Palestiniens s'enfoncent dans la détresse. Il faut dire qu'à l'instar de ses prédécesseurs, George Bush n'a rien fait pour imposer une solution qui permette de créer un État palestinien viable. Cela en dépit de son engagement à jeter les bases de cet État avant la fin 2008. Et

quand les Palestiniens se sont pliés aux exigences démocratiques de Washington, ils ont été châtiés pour avoir élu une « mauvaise formation », celle du Hamas.

**CHAMP DE MINES** La perception islamique du rôle américain dans la crise israélo-palestinienne corrompt l'image des États-Unis et place les opinions publiques dans une situation de rejet de la puissance américaine. Tout effort de Washington pour regagner le cœur des quelque 1,3 milliard de musulmans, dont plus de 300 millions d'Arabes, passe par une révision du positionnement des États-Unis dans le conflit israélo-arabe.

Quant au Maghreb, il n'a connu aucune amélioration significative sous les mandats de George Bush, à l'exception d'une timide et lente progression de l'État de droit au Maroc. Au contraire, la situation est plus inquiétante que jamais, avec la régionalisation de la branche maghrébine d'al-Qaïda, la QJMI, à partir de l'Algérie, la constitution d'un nouveau sanctuaire terroriste aux portes de l'Europe et l'introduction de nouveaux modes opératoires comme les attentats kamikazes.

Comme nous pouvons le constater, George Bush laissera à son successeur de multiples chantiers inachevés et un héritage lourd à porter. Le futur président des États-Unis aura à gérer un important champ de mines dans la sphère arabo-islamique. Loin d'avoir vu avancer la cause de la démocratie et des droits de l'homme dans le Grand Moyen-Orient, nous avons assisté à une régression de l'idéal démocratique et de l'État de droit au profit des régimes totalitaires. Ces derniers ont profité de l'affaiblissement de l'Amérique pour résister aux valeurs qu'elle entendait promouvoir, alors que ses pratiques étaient contestables, notamment à la prison irakienne d'Abou Ghayb. ■

## LES ÉTATS-UNIS EN PASSE DE RÉUSSIR EN IRAK

PIERRE RIGOULOT ET ILIOS YANNAKAKIS

*Pour Pierre Rigoulot et Ilios Yannakakis, le bilan de la guerre en Irak est loin d'être aussi catastrophique qu'on le dit. Les États-Unis sont en passe d'atteindre leur objectif : faire de l'Irak un État de droit, susceptible de servir de base à la lutte contre le terrorisme et concurrent de l'Iran quant à la direction du mouvement chiïte.*

On ne soulignera jamais assez le contexte géopolitique et historique dans lequel l'intervention anglo-américaine en Irak fut décidée en 2003. Dès la fin des années 1990, avec les attentats contre les navires américains et les ambassades des États-Unis en Afrique orientale, l'islamisme radical avait déclaré la guerre à l'Occident et à l'Amérique en particulier. Les attentats contre les tours jumelles de Manhattan en septembre 2001, dans les trains de banlieue de Madrid en 2004

et le métro à Londres en 2005 n'en ont été que les étapes les plus marquantes. Cette guerre est bien réelle et mondiale. Les réseaux terroristes ont essaimé en Asie, en Afrique et sont loin d'avoir disparu en Europe où des arrestations sont régulièrement opérées. La première réponse américaine à cette offensive fut décidée immédiatement après l'attaque sur Manhattan. Ce fut l'intervention en Afghanistan, dont les talibans se servaient comme base arrière au terrorisme international. Nous signâmes un texte proclamant : « Cette guerre est la nôtre. » La seconde réponse fut en 2003 l'intervention en Irak, dans un contexte optimiste où était envisagée l'exportation à terme du modèle démocratique à tout le Moyen-Orient comme moyen de couper à la racine les bases du terrorisme...

**DES PRÉTEXTES PAS À LA HAUTEUR DES OBJECTIFS** Sans doute, cette guerre ne commença-t-elle pas dans les

\* PIERRE RIGOULOT est directeur de l'Institut d'histoire sociale (IHS). Il a participé au Livre noir du communisme (Robert Laffont, 1997). Dernier livre paru : Coucher de soleil sur La Havane (Hammation, 2007).

\* ILIOS YANNAKAKIS est historien et politologue.

Ensemble, ils ont publié Un pavé dans l'Histoire (Robert Laffont, 1998) et Premier Retour de Bagdad (Bouchet-Chastel, 2004).